

Irak Pour la presse, le grand vainqueur du scrutin régional du 31 janvier est Nouri al-Maliki. En réalité, les Irakiens n'ont pas vraiment eu le choix.

Élections : l'envers du décor



Essam al-Sudani / AFP

Un scrutin sous surveillance avec une faible participation (50 %) due à des radiations, des déplacements et de fortes pressions.

Par Gilles Munier

Pour les médias internationaux, Nouri al-Maliki et la coalition formée par son parti Al-Dawa sont, avec 38 % des suffrages à Bagdad, les grands vainqueurs des élections régionales. Mais, sur le terrain, ses candidats savent que leur pouvoir ne tient qu'à un fil, car 50 % des électeurs inscrits se sont abstenus ou n'ont pas pu voter. Sans compter que deux millions d'Irakiens réfugiés en Syrie et en Jordanie, et la résistance intérieure, les exècrent et leur dénie toute légitimité. De plus, la Région autonome du Kurdistan n'a pas participé au scrutin, Massoud Barzani ayant reporté les régionales à une hypothétique solution de la question de Kirkouk. Les résultats définitifs qui seront annoncés dans plusieurs semaines, après d'ultimes marchandages, sont donc à relativiser et à interpréter.

En réalité, les électeurs irakiens n'avaient pas de véritable choix. Les organisations de la résistance n'acceptant pas la

tenue d'élections sous l'occupation, et n'ayant pas la possibilité de se constituer des partis, ont voté pour les candidats dont le discours correspondait le plus à leurs attentes : contre les États-Unis et la mainmise iranienne, pour un État centralisé et plus de sécurité. Nouri al-Maliki, qui a donné l'impression d'avoir défendu pied à pied l'indépendance de l'Irak face aux Américains, lors des négociations de l'Accord de sécurité (Sofa) prévoyant le départ des troupes d'occupation, l'a donc emporté. Son plan média le présentait comme nationaliste, soucieux d'améliorer le niveau de vie des fonctionnaires, de rétablir l'ordre et de limiter le pouvoir des mollahs iraniens. Son succès, tout relatif, lui donne un *ersatz* de légitimité avec laquelle ses rivaux

devront compter lors des législatives, prévues à la fin de cette année.

La tendance générale de l'électorat favorable à l'unité de l'Irak et contre le confessionnalisme introduit par les Américains s'est traduite, à Mossoul et dans la province de Ninive, par la victoire du bloc Al-Hadba, nationaliste proche des baasistes, avec 48 % des voix. Dans le sud du pays, le Conseil suprême islamique en Irak (CSII) d'Abdul Aziz al-Hakim, réduit à la portion congrue, n'a plus de suprême que le nom ! Il est partout distancé. À Nadjaf, la liste Maliki (16,2 %) le dépasse de deux points. Pis, à Kerballa, Youcef al-Haboubi, un candidat indépendant, gouverneur-adjoint de la ville sainte sous Saddam Hussein, est en tête avec 13,3 % des voix,

**UN VOTE POUR UN ÉTAT CENTRALISÉ, SÉCURISÉ ET DÉBARRASSÉ
DE LA PRÉSENCE AMÉRICAINE ET DE LA MAINMISE IRANIENNE.**

contre un humiliant 6,4 % pour le CSII. Abdul Aziz al-Hakim, qui avait négocié avec Massoud Barzani la création d'un émirat pétrolier chiite autour de Bassora et Nadjaf, en échange de son soutien à l'annexion de Kirkouk par les Kurdes, ne s'attendait pas à pareil discrédit.

Autre conséquence, mais paradoxale, du vote nationaliste en Irak : les 13,9 % obtenus par la liste d'Iyad Allaoui dans la province de Salaheddine qui inclut Tikrit. Les partisans de Saddam Hussein, qui y sont nombreux, ont préféré voter pour l'ancien baasiste, même connu comme membre de la CIA, plutôt que pour Maliki (3,5 %).

Dans la région d'Al-Anbar, où Al-Qaïda en Mésopotamie faisait jadis la loi, les listes tribalistes ont totalisé plus de 21 % des voix. Le cheikh Ahmed Abou-Risha, principal leader des milices tribales sahwa pro-américaines, avait menacé de proclamer un État d'Al-Anbar ou de transformer la province en un « *autre Darfour* » si le Parti islamique irakien du vice-président sunnite Tariq al-Hashemi, qui dirigeait la province depuis la mascarade électorale de 2005, faisait un meilleur score que lui. Il réclamait, par ailleurs, le boycott de l'Irak et la fermeture des frontières avec ce pays, et proposait au Pentagone de mettre son expérience au service de l'Otan en Afghanistan, pour combattre les taliban...

► 50 % de votants, mais...

Le vote nationaliste et sécuritaire aurait été encore plus significatif si tous les électeurs avaient pu voter. À Al-Adhamiya, quartier de Bagdad à majorité sunnite, la plupart des Irakiens s'appellent Omar ou Othman – prénoms des califes haïs des chiites militants – ont été rayés des listes électorales ! Un peu partout en Irak, les personnes soupçonnées d'être des opposants ou d'appartenir à un parti concurrent ont été inscrites dans des bureaux de vote éloignés de leur domicile. L'interdiction de circuler en voiture, pour des raisons de sécurité, les a empêchés pour la plupart de mettre leur bulletin dans une urne.

Dans le Sud, les partisans de Moqtada Sadr se sont plaints que des urnes aient été exclues du décompte des voix dans des quartiers leur étant acquis, tandis qu'à Al-Anbar les chefs de tribu se disaient prêts à prendre les armes si on comptait le vote des faux électeurs du Parti islamique irakien.

Dans la plaine de Ninive et le Djebel Sindjar, la victoire d'Al-Hadba a été rognée par l'impossibilité faite à de nombreux Assyro-chaldéens, Turcomans, Shabaks et Yézidis de voter normalement ou de se rendre dans leur bureau de vote. Responsables : l'Asayish – terrifiant service secret kurde – et les peshmergas de Barzani qui menaçaient la population pour qu'elle vote pour la liste Ishtar, favorable à l'annexion du nord de Mossoul dans la Région autonome du Kurdistan. Résultat :

La partition, toujours d'actualité ?

.....
A moins que le Sénat ne repousse sa nomination, Christopher Hill sera le prochain locataire de l'ambassade des États-Unis à Bagdad, forteresse de 40 hectares entourée de murs blindés, de miradors et de barbelés, située dans la Zone verte ultra protégée...

Hill est un diplomate de carrière expérimenté, chargé du dossier nord-coréen par l'administration Bush. Mais il est surtout connu pour son rôle dans l'éclatement de la Yougoslavie, comme envoyé spécial au Kosovo et négociateur des accords de Dayton sur la Bosnie. Cela ne présage rien de bon sur les intentions véritables des États-Unis en Irak, surtout quand on sait que le vice-président Joseph Biden avait proposé, en 2006, la partition de l'Irak en trois régions.

Hill a été préféré à Anthony Zinni, général des *Marines* à la retraite et ancien commandant de l'United States Central Command, connu pour son franc-parler. Le général – pour qui Barack Obama aurait un « *énorme respect* » – n'avait pas hésité à s'opposer, en 2002, au projet d'attaque de Bagdad et un an plus tard à l'occupation de l'Irak. En mars 2006, il avait publié une tribune retentissante dans le *New York Times* appelant Donald Rumsfeld à démissionner et contribua ainsi à son éviction.

La nomination à Bagdad de Zinni, annulée sans explication, avait été confirmée en janvier par Hillary Clinton. Au Département d'État américain, on se justifie en disant qu'il était difficile de désigner un général comme ambassadeur à Bagdad alors qu'on venait d'en nommer un autre – Karl Eikenberry – en Afghanistan. Ne craignait-on pas, plutôt, qu'un sénateur l'interroge sur son rôle comme ancien vice-président de Dyncorp, une des principales sociétés privées de mercenaires ? ■

Izzat Ibrahim, la résistance et l'effet Obama

.....
A part l'écho disproportionné donné à un communiqué d'Ansar al-islam affirmant que voter aux élections régionales du 31 janvier est contraire à l'islam, la presse internationale s'est bien gardée de rapporter les prises de position de la résistance irakienne. La plupart appelaient au boycott du scrutin, sans toutefois décider d'en gêner la tenue. Le discours prononcé le 5 janvier dernier par Izzat Ibrahim al-Douri, chef du Haut Commandement du djihad et de la libération, à l'occasion de la fête de l'armée irakienne, a été passé sous silence. Président du parti Baas clandestin, il avait pourtant tendu la main à Barack Obama, allant jusqu'à proposer une « *alliance stratégique, large et profonde* » entre l'Irak et les États-Unis. Bien qu'assortie de conditions intransigeantes concernant le départ des troupes d'occupation et la souveraineté du pays, cette offre provoque, depuis, un certain émoi dans les milieux nationalistes arabes qui s'inquiètent de son impact démobilisateur. L'ordre qu'il donne ensuite aux Irakiens réfugiés à l'étranger dans « *des hôtels cinq étoiles, à la terrasse des cafés et dans des boudoirs* » de rejoindre le combat a peu de chance d'être entendu. En Irak, personne ne compte sur une infime minorité de nantis pour libérer le pays. ■

25 % des suffrages, c'est-à-dire pratiquement les seuls électeurs kurdes. Quand elles l'ont pu, les minorités ont préféré s'abstenir. À Hamdaniya, 20 000 électeurs assyro-chaldéens, soit 70 % de l'électorat local – n'ont pas voté. En pays turcoman, le Front turkmène, avec 2,5 % des voix, dépasse néanmoins le CSII d'Al-Hakim, réduit à 1,9 %. À Tuz Khurmatou, ville turcomane située près de Kirkouk, des éléments d'un bataillon kurde avaient été placés à 200 mètres des bureaux de vote pour intimider la population.

En Irak, les conseils régionaux ont en charge les forces de sécurité, nomment les gouverneurs et un certain nombre de fonctionnaires. Leur pouvoir est limité par l'Assemblée nationale qui vote leur budget et peut les révoquer. Nouri al-Maliki est assuré du soutien des sadristes et des

petites listes pour gouverner Bagdad et les provinces chiites, malgré les affrontements sanglants qui l'ont opposé à l'Armée du Mahdi à Bassora et à Sadr-City, à Bagdad. Mais non sans difficulté : un second *round* se profile. Massoud Barzani qui accusait, en janvier dernier dans le *Los Angeles Times*, le premier ministre d'exclure les Kurdes des forces de sécurité et de vouloir modifier la Constitution pour interdire le Kurdistan d'accéder à l'indépendance, vient d'essuyer un semi-échec dans la région de Ninive. Ses appétits expansionnistes vers les zones dites contestées – en gros soixante à cent kilomètres le long de la frontière de la région kurde – sont remis en question. Avec Abdul Aziz al-Hakim et Iyad Allaoui, il pourrait tenter de mettre Al-Maliki en minorité à l'Assemblée nationale, et le renverser. ■